



Loi sur les relations industrielles
(L.R.N.-B., chap. I-4)

RÉPONSE À LA DEMANDE D'ACCRÉDITATION
PRÉSENTÉE À LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
DIVISION DE LA CONSTRUCTION

Entre:

le requérant,

-et-

le défendeur.

Réponse du défendeur à la demande d'accréditation présentée le _____, 20 _____

conformément à l'article 10 de la loi.

Déclaration du défendeur:

1. a) Nom du défendeur:

b) Adresse:

c) Adresse aux fins de signification:

d) Le défendeur *est *n'est pas membre d'une organisation d'employeurs touchée par la demande.

*e) Nom et adresse de l'organisation d'employeurs:

2. a) Description générale de l'entreprise du défendeur:

C
O
N
S
T
R
U
C
T
I
O
N
I
N
D
U
S
T
R
Y

- b) Nature précise de l'entreprise du défendeur visé par la demande:
3. a) Nature du travail exécuté par les salariés de l'unité de négociation que le requérant estime habile à négocier collectivement:
- b) Description des lieux où est exécuté le travail décrit au numéro 3 a):
4. a) Nombre approximatif de salariés dans l'unité de négociation désignée par le requérant comme étant habile à négocier collective à la date de la demande:
- b) Nombre total approximatif de salariés du défendeur qui travaillent sur les lieux mentionnés au numéro 3:
- *5. (En cas d'une demande d'accréditation qui vise une unité relevant de deux employeurs ou plus et qui est assujettie à l'article 17 de la loi) Le défendeur *consent *ne consent pas à la demande.
- N.B. Il sera donné suite à la demande comme si le défendeur y avait consenti à moins qu'il ne signifie clairement le contraire en rayant le mot CONSENT.
- *6. (Dans le cas d'une demande en vue d'obtenir l'autorisation de présenter une demande d'accréditation avant la date autorisée) Le défendeur *s'oppose *ne s'oppose pas à la demande en question et désire présenter les observation suivantes:
7. a) Description détaillée de l'unité de négociation que le défendeur estime habile à négocier collectivement. Indiquer, s'il y a lieu, la municipalité ou autre zone géographique visée:
- b) Nombre de salariés dans l'unité que le défendeur estime habile à négocier collectivement à la date de présentation de la demande:
- c) Augmentation prévue du nombre de salariés dans l'unité décrit au numéro 7 a) (nombre approximatif et date):
8. a) Nom et adresse de tout syndicat ou conseil syndical dont le défendeur sait qu'il revendique la qualité d'agent négociateur ou de représentant des salariés que peut toucher la demande:

- b) Autres détails connus du défendeur quant à la revendication mentionnée à la disposition a) notamment, tous renseignements concernant toute accréditation, la délivrance d'une déclaration partant résiliation des droits de négociation et résiliation d'une convention collective:

*9. Le défendeur est ou était partie à une convention de reconnaissance conclue avec un syndicat ou conseil syndical ou est ou était lié par celle-ci:

a) parties à cette convention:

b) date de sa signature: le _____ 20 _____ ;

c) date de son entrée en vigueur: le _____ 20 _____ ;

d) dispositions de résiliation ou de reconduction y prévues:

*10. Le défendeur est ou était partie à une convention collective conclue avec un syndicat ou un conseil syndical ou est ou était lié par celle-ci:

a) parties à cette convention:

b) date de sa signature: le _____ 20 _____ ;

c) date de son entrée en vigueur: le _____ 20 _____ ;

d) dispositions de résiliation ou de reconduction y prévues:

11. Déclaration du défendeur relative aux conditions stipulées dans chacun des paragraphes de l'article 11 de la loi:

12. *a) Le défendeur ne conteste pas les points suivantes de la demande:

*b) Le défendeur conteste les points suivants de la demande et désire présenter les observations qui suivent:

13. *(1) Le défendeur accepte que la Commission statue sur la demande sans la tenue d'une audience.

OU

*(2) Le défendeur accepte que la Commission statue sur la demande sans la tenue d'une audience et fait les observations suivantes:

OU

*(3) Le défendeur demande la tenue d'une audience devant la Commission et s'engage à y assister. Il fait valoir les éléments suivants à l'appui de sa demande:

14. Autres déclarations pertinentes:

*15. Pages additionnelles annexées:

a) Nombre de pages:

b) Numéros faisant l'objet de renseignements complémentaires:

*16. Outre la signification normale des documents relatifs à la présente, le défendeur demande que copie soit envoyée aux personnes suivantes (nom et adresse):

Fait à _____, le _____ 20_____.

(signature et fonctions)

(signature et fonctions)

N.B. La présente formule doit être remplie et signée conformément aux dispositions de la loi et des règles de la Commission.

FORMULE RÉSERVÉE À L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

*Rayer les mentions inutiles